

# Transfert des pensions civiles AEFE : Impacts sur notre établissement



FINANCES &amp; ÉDUCTION

Information aux parents d'élèves

📅 Janvier 2026





# Contexte : Pourquoi cette réunion ?



## Crise financière structurelle à l'AEFE

L'Agence fait face à des tensions budgétaires croissantes, accentuées par l'inflation mondiale et les coûts de fonctionnement.



## Désengagement progressif de l'État

L'État ne compense plus intégralement les pensions civiles des personnels titulaires détachés, créant un déficit structurel.



## Une première tentative avortée

En juin 2025, un projet de transfert intégral des charges a été suspendu in extremis grâce à une forte mobilisation.



## Nouvelle décision en décembre 2025

Malgré les concertations, l'AEFE revient avec une mesure budgétaire impactant directement les établissements dès 2026.

# Qu'est-ce qui a été décidé ?

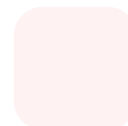


## LE CONTEXTE POLITIQUE

# 17 - 17

Adoption par voix prépondérante du président du CA.

Vote exceptionnellement serré



## CALENDRIER

# Immédiat

Application directe aux EGD dès le 1er janvier 2026.

Impacte l'année scolaire en cours



## CONTRIBUTION 2026

# 35%

Des pensions civiles des personnels détachés (D1 et D3).

Première étape du transfert



## CONTRIBUTION 2027

# 50%

Augmentation puis stabilisation annoncée à ce niveau.

Charge pérenne pour l'établissement

# Les chiffres clés

Coût annuel estimé par personnel détaché à la charge de l'établissement

2026 Contribution 35%		→	2027 Contribution 50%	
PERSONNEL Résident / D3	12 163 €		PERSONNEL Résident / D3	17 375 €
PERSONNEL Expatrié / D1	13 558 €		PERSONNEL Expatrié / D1	19 368 €



## IMPACT DIRECT SUR LES FAMILLES

Estimation du surcoût annuel à répercuter selon les établissements

**40 € à +1 400 €**  
PAR ÉLÈVE / AN



# PROBLÈME MAJEUR

Une mesure inadaptée à la réalité  
des EGD

DATE D'EFFET

**1<sup>er</sup> JAN 2026**

## Pourquoi est-ce critique ?

Les 4 facteurs qui déstabilisent l'établissement



### Application Immédiate

La mesure s'applique dès le 1<sup>er</sup> janvier 2026, au milieu de l'année scolaire, sans période de transition.



### Budget déjà verrouillé

Les frais de scolarité pour l'année 2025-2026 sont déjà fixés et immuables. Aucune recette supplémentaire n'est possible.



### Absence de préparation

Les établissements doivent absorber cette charge soudaine sans avoir pu constituer de provisions spécifiques.



### Pilotage à vue

Aucune étude d'impact chiffrée par établissement n'a été fournie pour mesurer les conséquences réelles.

# Comment les établissements vont-ils financer cette charge ?



1

## Hausse des frais de scolarité

Une augmentation inévitable répercutée sur les familles, mais différée à l'année suivante car les tarifs 2025/2026 sont figés.

**IMPACT FAMILLES : ÉLEVÉ**

2

## Prélèvement sur les réserves

Utilisation des fonds de sécurité de l'établissement pour combler le déficit immédiat, fragilisant sa structure financière.

**IMPACT SÉCURITÉ : CRITIQUE**

3

## Réduction des investissements

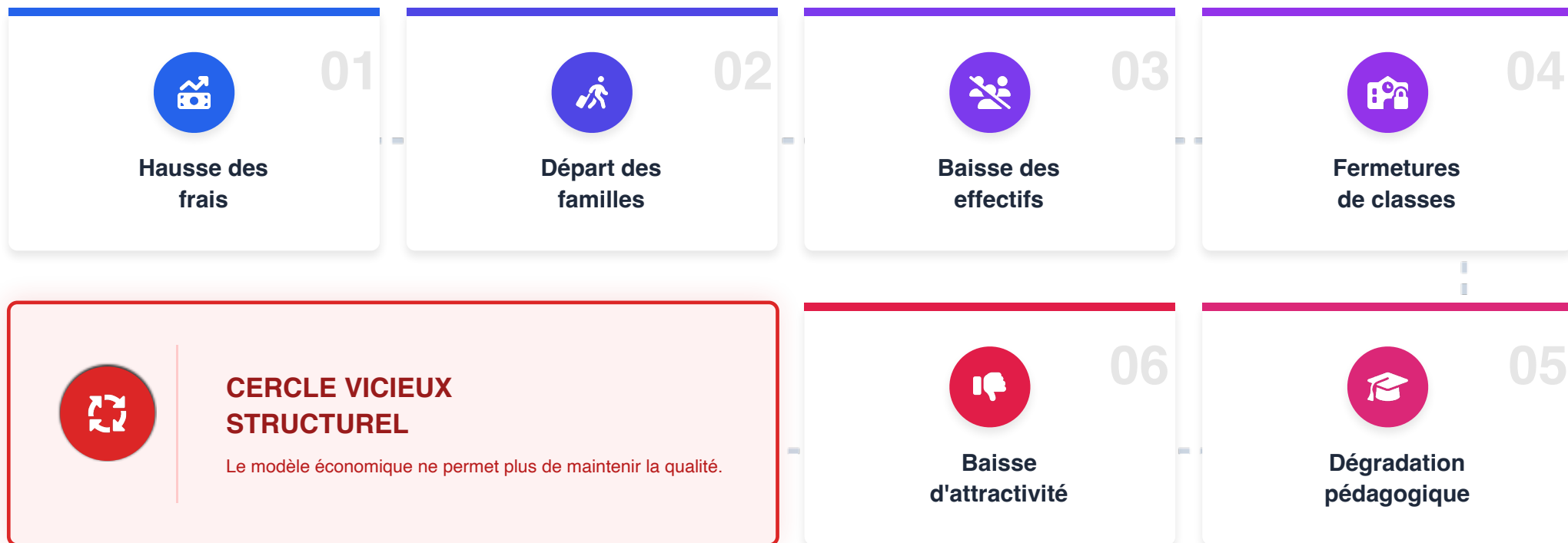
Annulation ou report de travaux, d'achats d'équipements pédagogiques ou de projets éducatifs prévus.

**IMPACT PÉDAGOGIE : NÉGATIF**

! La combinaison de ces trois leviers sera probablement nécessaire pour absorber le choc budgétaire soudain.

# L'effet domino redouté

La mécanique implacable d'une déstabilisation budgétaire non anticipée



# Les risques identifiés

Conséquences directes et indirectes sur notre communauté

APL



## Viabilité financière menacée

L'équilibre budgétaire à moyen terme devient insoutenable sans une augmentation drastique des recettes (frais).

CRITIQUE



## Attractivité en danger

Un coût trop élevé réduit la compétitivité face aux écoles internationales ou locales, entraînant une fuite des élèves.

ÉLEVÉ



## Stabilité des équipes compromise

Incertitude sur le maintien des postes de résidents et difficulté à recruter des personnels qualifiés.

MOYEN / ÉLEVÉ



## Accès à l'éducation française

Risque d'exclusion pour les classes moyennes ne bénéficiant pas de prise en charge totale par l'employeur.

CRITIQUE



## Inégalités accrues

Creusement du fossé entre familles expatriées aidées et familles locales ou contrats locaux subissant le plein tarif.

ÉLEVÉ



# Position de la FAPEE



## Opposition de principe

Refus ferme d'un transfert unilatéral des charges de l'État vers les familles sans compensation ni concertation préalable.



## Mobilisation maintenue

Appel à toute la communauté éducative pour maintenir la pression et défendre les intérêts des établissements et des familles.



## Pétition #SauvonsLesEGD

Action collective majeure via la pétition en ligne pour alerter l'opinion publique et les décideurs politiques.



## Suivi individualisé

Accompagnement spécifique et documentation précise des difficultés rencontrées par chaque EGD impacté.



## Exigence de dialogue

Demande insistante de transparence et d'ouverture de négociations réelles avec l'AEFE pour trouver des solutions viables.

## Nos principales préoccupations

5 menaces directes sur notre modèle d'éducation



# INQUIÉTODES MAJEURES

Des risques structurels qui pèsent sur l'avenir

NIVEAU D'ALERTE

**CRITIQUE**



### Aucune étude d'impact

L'AEFE n'a fourni aucune simulation chiffrée par établissement avant le vote pour mesurer les conséquences réelles.



### Mise en œuvre précipitée

Seulement 1 mois de préparation pour absorber un choc budgétaire majeur, sans temps d'adaptation.



### Absence de garanties

Aucune assurance sur la pérennité du modèle à moyen terme ni sur l'arrêt des hausses de contribution.



### Risque de fermetures

Une menace réelle pèse sur les classes et les établissements les plus fragiles financièrement.



### Transfert de charge publique

L'État se désengage injustement en faisant financer une dette publique par les familles des élèves.

# Perspectives et réformes annoncées

Mission parlementaire de réforme (Sénatrice S. Cazebonne)

Janvier 2026

Mission de 6 mois

Juin 2026



Lancement de la mission  
& Consultation



Remise du rapport  
& Propositions

## Les 5 chantiers prioritaires à l'étude :



Modèle  
Économique



Statut des  
Établissements



Capacités de  
Financement



Gouvernance  
du Réseau



Place des  
Parents

**i** Cette mission est perçue comme un signal potentiellement positif, mais aucune garantie concrète n'est apportée à ce stade.

# Que pouvons-nous faire ?

3 leviers d'action concrets pour les parents

1



## Signer la pétition

URGENCE

Signez et partagez massivement : [change.org/SauvonsLesEGD](https://change.org/SauvonsLesEGD)

2



## Alerter les élus

Écrivez aux conseillers des Français de l'étranger et aux parlementaires.

3



## Rester mobilisés

Restez informés via les canaux de l'APE et maintenez la pression collective.

# Questions fréquentes

Réponses aux principales interrogations des parents

## Pourquoi maintenant ?

C'est une décision budgétaire d'urgence de l'AEFE (décembre 2025) face au refus de l'État de compenser la hausse des pensions civiles. Le déficit structurel impose une action immédiate pour 2026.

## Tous les établissements sont-ils concernés ?

Oui, le principe touche tout le réseau. Cependant, pour les EGD (Gestion Directe), l'application est brutale et immédiate dès le 1er janvier 2026, sans réserve de trésorerie propre.

## Les frais vont-ils augmenter pour nous ?

C'est quasi-inévitable. Les tarifs 2025/2026 étant figés, la charge sera reportée sur la rentrée suivante, entraînant une hausse potentiellement très forte en septembre 2026.

## Que fait l'AEFE pour nous aider ?

L'Agence promet un "suivi individualisé" des situations critiques, mais aucune enveloppe de compensation globale n'est garantie. Le dialogue reste ouvert mais les moyens sont limités.

## Quels recours avons-nous ?

Le principal levier est politique : signer la pétition, saisir les parlementaires et refuser symboliquement le vote du budget en Conseil d'Établissement pour marquer l'opposition des familles à ce transfert de charges publiques.

## CONCLUSION

66

**L'enjeu dépasse la seule question budgétaire : il s'agit de préserver l'avenir d'un enseignement français de qualité à l'étranger.**

Nous refusons de faire peser sur les familles les conséquences de choix politiques non anticipés.



MOBILISATION



TRANSPARENCE



DIALOGUE

LIENS UTILES

# Contacts et ressources

Pour rester informé et agir ensemble



## Votre Association (APE)

✉ [info@apl-cdg.org.uk](mailto:info@apl-cdg.org.uk)

📍 35 Cromwell Road, London SW7 2DG



## Pétition #SauvonsLesEGD

Action prioritaire pour faire entendre la voix des familles auprès de l'AEFE et des parlementaires.

OBJECTIF

**10 000 Signatures**

Signer maintenant



Membre de la **FAPEE**

Fédération des associations de parents d'élèves des établissements d'enseignement français à l'étranger



## Fédération FAPEE

Fédération des Associations de Parents d'Élèves des Établissements d'Enseignement Français à l'Étranger.

[www.fapee.com](http://www.fapee.com) →



## Documents de référence

Compte-rendu détaillé de la réunion FAPEE du 19 décembre 2025.

PDF joint sur ce post

